

la newsletter du CCMO

édito

L'objectif des créateurs du CCMO était simple : créer un espace de réflexion pluridisciplinaire réunissant de jeunes spécialistes du Moyen-Orient. Que les quarante jeunes chercheurs qui les ont rejoints soient remerciés de leur enthousiasme et leur implication.

Les fondateurs veulent également remercier les membres du Comité d'honneur qui ont tout de suite cru en leur initiative : il s'agit tous d'éminents spécialistes et universitaires qui nous ont inspirés et nous inspirent encore.

En tant que président, il me faut aussi saluer le travail des membres du bureau qui veillent quotidiennement à faire du CCMO un outil d'excellence. Et qui ont déjà initié un certain nombre de projets : création d'un site Internet, mise en place un Comité de lecture pour la publication d'articles sur le site, conception d'une collection numérique – *les Cahiers du CCMO* – qui verra le jour à partir de mars, lancement de toute une série de « workshops » à partir de mai, etc.

Mais le projet qui nous importe actuellement le plus est bien le premier colloque du CCMO qui aura lieu, le 6 avril prochain, au Palais du Luxembourg. Nous vous y attendons nombreux.

En attendant, tous les membres fondateurs du CCMO vous invitent à découvrir cette première newsletter qui vous tiendra informé et de notre actualité et de celle de nos domaines de recherche.

À très bientôt,

Sébastien Boussois, président du CCMO



Cercle des Chercheurs sur le Moyen-Orient

1 2011/03

agenda du CCMO

- 6 avril 2011 (9h-18h) :

Paris, Palais du Luxembourg

colloque « Du Maghreb au Golfe, nouvelles dynamiques et identités au Moyen-Orient »

- à venir en mai et juin

workshops sur le Liban et la question du boycott d'Israël

- les membres publient :

Pierre Puchot, *Tunisie, une révolution arabe*, Paris, Galaade, 2011 (en librairie à partir du 7 avril 2011).

le blog de Pierre Puchot

<http://blogs.mediapart.fr/blog/pierre-puchot/270211/revolution-en-libye-demission-en-tunisie-concussion-au-maroc-cest-la->

Tunisie-Égypte : derrière les apparences, la stabilité

Les révoltes qui ont ébranlé la Tunisie et l'Égypte n'ont pu être transformées en révolutions effectives, faute d'une opposition organisée (et reconnue par la population) qui aurait constitué un gouvernement de substitution.

Les organes du pouvoir sont ainsi restés entre les mains de l'establishment des régimes contestés, et ce avec l'approbation de l'armée qui, tout en jouant la carte de la sympathie populaire en se déclarant favorable au changement, a réussi à encadrer les émeutiers et à éviter les débordements.

Ainsi, en Tunisie, les troubles qui secouaient la rue, depuis le suicide du jeune Mohamed Bouazizi (élément déclencheur de la révolte dans un contexte socio-économique tendu), se sont peu à peu dissipés après que le président Ben Ali, le 14 janvier 2011, a quitté le pouvoir. L'effet « fusible » de son retrait a permis la formation d'un « gouvernement de transition », censé amorcer un processus de démocratisation en organisant des élections libres. Ce gouvernement, dirigé par l'ancien premier ministre bénaliste Mohamed Ghannouchi, fut remanié le 27 janvier, une partie de la classe moyenne, dont le niveau d'instruction est très élevé en Tunisie, ayant continué de manifester son mécontentement face à la présence des anciens ministres du président Ben Ali. Ce remaniement s'est cependant fait en faveur de troisièmes et quatrièmes couteaux du régime bénaliste, visages inconnus de la population et dès lors recevables par elle, tandis que le chef des forces armées tunisiennes, Rachid Amar, exhortait les derniers manifestants à rentrer chez eux et que l'armée imposait le retour à l'ordre. Comme l'a fait remarquer Moncef Marzouki (principal leader de la résistance à la dictature), rencontré à Sousse, l'opposition est complètement écartée du processus de réformation de l'État.

C'est le même scénario qui a été privilégié par le gouvernement égyptien : après avoir opté pour le pourrissement, face à une révolte qui ne s'essouffait pas après trois semaines de manifestations, le président Moubarak a lui aussi choisi de quitter ses fonctions. Le 11 février 2011, il laissait le gouvernement au Conseil supérieur des forces armées et à son ancienne équipe ministérielle, à peine remaniée depuis. L'armée, qui a progressivement dispersé les manifestants, aurait discrètement procédé à plusieurs arrestations parmi les meneurs qui appelaient à poursuivre la mobilisation (ce qui nous a été confirmé par plusieurs témoignages que nous avons recueillis au Caire). Le Parlement a été dissout et les réunions syndicales interdites. Les généraux égyptiens, issus de l'establishment moubarakiste et directement liés à Washington, ont de la sorte réussi à préserver la stabilité régionale, la sécurisation du Canal de Suez, les intérêts états-uniens et européens et les traités d'entente avec l'État d'Israël.

Enfin, en Égypte comme en Tunisie, il apparaît de plus en plus clairement que la population est divisée sur les objectifs du mouvement : les milieux populaires, très pauvres, seraient en fin de compte satisfaits par des réformes socio-économiques, même faibles, qui leur apporteraient un niveau de vie un peu moins mauvais, et ce quelles que soient la composition du gouvernement et les réformes constitutionnelles. En revanche, la classe moyenne (plus importante en Tunisie qu'en Égypte) centre ses revendications sur les libertés civiles, l'instauration d'une démocratie substantielle et la participation politique, tout en ne s'opposant pas à la voie du libéralisme économique empruntée par le pays. Cette division et le malentendu qui en résulte, entre deux groupes sociaux de plus en plus éloignés l'un de l'autre, constituent un autre atout pour l'ancien establishment encore en place.

La rapidité avec laquelle la contestation s'est évanouie en Égypte s'explique probablement par le fait que la population égyptienne ne bénéficie pas du même niveau d'instruction que la population tunisienne. En Tunisie, en effet, il conviendra de suivre l'évolution des événements et, en particulier, la question des élections « libres » annoncées, la capacité de mobilisation de l'opposition et la réaction de la population à l'occasion de cette échéance.

Pour l'instant, si les dictateurs sont partis, les dictatures restent.

Pierre Piccinin

1^{er} mars - Cracovie, Université Jagellon

Appel à contribution du 7^e Congrès européen d'études iraniennes qui aura lieu du 7 au 10 septembre 2011, à l'Institut de philologie orientale, de l'Université Jagellon de Cracovie, en Pologne. (domaines de recherche couverts : littérature persane, philologie iranienne, histoire du monde iranien, sciences des religions, études culturelles, art et archéologie). Formulaire d'inscription et modalités de soumission sur le site web.

3 mars, 12h-14h - Paris, École militaire (locaux de la revue *Defense nationale*)

Réunion du groupe de travail du GRUM de l'IRSEM, consacré à « l'approche syrienne des questions régionales de sécurité », avec Joseph Bahout, Alain Chouet et Marie Claret de Fleurieux. patrick.cazin@academie.defense.gouv.fr (inscription obligatoire)

4 mars 2011 - Saint-Denis (Paris 8)

« Les crises en Méditerranée du Sud » (intervenant à confirmer), cycle de conférence du Pôle Méditerranée de Paris 8.

Université de Paris 8, 1 rue de la Liberté, 93 526 Saint-Denis Ligne 13 - St-Denis Université

5 mars - Londres, Center for Islamic Shi'a Studies (CISS)

International Conference « Shi'i Scholarship 16th Century - Present »

5 et 6 mars - Londres, Palestine Society (SOAS)

Seventh Annual Conference « Past is Present: Settler Colonialism in Palestine »

7 et 8 mars - Toulouse 1 (Capitole, amphi Cujas)

Colloque « Égalité et parité, une nouvelle approche de la démocratie ? », colloque organisé par le Centre d'études et de recherches constitutionnelles et politiques (Institut Maurice Hauriou), Sciences Po Toulouse, le C3RD- Faculté libre de droit, Université catholique de Lille, Réseau ARPEGE/SAGESSE, Université Toulouse 2 Le Mirail, Académie Internationale de Droit Constitutionnel (AIDC), Association des auditeurs de l'AIDC, revue *Politéia*

portrait

Didier Leroy

Chercheur en sciences sociales à l'École royale militaire de Belgique (ERM) et enseignant à l'Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles (ULB)

Son parcours multi-disciplinaire lui a permis d'obtenir une Licence en Philologie et histoire orientales (assyriologie), un Master en Études des religions (islamologie) et un Diplôme d'études approfondies transdisciplinaire (enjeux et débats contemporains) de l'Université libre de Bruxelles.

Plus récemment, il a soutenu sa thèse de doctorat portant sur l'évolution idéologique et structurelle du Hezbollah libanais. Celle-ci a été menée sous un régime de co-tutelle entre l'ERM (sciences sociales et militaires) et l'ULB (sciences sociales et politiques).

Aujourd'hui, il mène pour la chaire de sociologie de l'ERM, un projet d'étude de deux ans sur l'analyse de la presse libanaise d'expression arabe portant sur la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL).

Afin de mener à bien ses différentes recherches, Didier Leroy a résidé plus de sept mois à Beyrouth, en vue de collecter des documents endémiques et de réaliser des entretiens qualitatifs. Ceux-ci l'ont amené à s'entretenir avec des cadres du Hezbollah et d'autres partis politiques, des officiers supérieurs de l'Armée libanaise et de la FINUL, des porte-paroles onusiens et de nombreux académiciens spécialistes de l'islamisme.

Dans le cadre du Master en Sciences de la population et du développement de l'ULB, il dispense un séminaire consacré aux mouvements islamiques. Il est également membre du Centre d'études de la coopération internationale et du développement (CECID), qui organise régulièrement des colloques internationaux, des cycles de conférences, etc.

Parmi ses propres publications, on peut citer : « Hezbollah : la résilience islamique au Liban », dans Nahavandi, F. (dir.), *Mouvements islamiques et politiques*, Paris, L'Harmattan, 2009 ; « L'histoire des maronites », dans *Revue de l'Institut kurde de Bruxelles*, n°35, juillet-août 2008, n° 36, septembre-octobre 2008 ; « La sagesse oubliée des grandes sœurs », dans *Revue de l'Institut kurde de Bruxelles*, n°30, septembre-octobre 2007, n° 31, novembre-décembre 2007. Il travaille actuellement sur plusieurs articles (en collaboration avec le spécialiste du Hezbollah Joseph Alagha notamment), avant de publier sa thèse sous forme de livre.

Outre ses activités académiques, Didier Leroy a travaillé au sein de l'Association générale de prévoyance militaire (AGPM) qui s'occupe de contrats de prévoyance adressés aux services publics de sécurité (Police fédérale, Défense nationale, etc.). Il est également escorte-bénévole pour « Aviation sans frontières », ONG pour laquelle il participe au convoyage d'enfants malades et de réfugiés politiques en Afrique, en Amérique et en Asie pour le compte de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Contact : + 32 (0)2 650 34 16 – didierleroy@hotmail.com

8 mars, 12h-14h - Paris, École militaire (amphi Lacoste)

« Rendez-vous de la Méditerranée "Approche syrienne des questions régionales de sécurité" » avec Jean-Claude Cousseran (à confirmer), Samir Aïta et Salam Kawakibi. Sujets abordés : la politique étrangère syrienne ; l'équilibre des alliances, la préservation de ses intérêts régionaux, les enjeux de stabilité du pouvoir syrien, le rôle que pourrait tenir la Syrie dans une reconfiguration du Proche-Orient. inscription.irsem@defense.gouv.fr

14 mars, 16-18h - Paris, CEDREF

Séminaire du CEDREF (2010-2011) : « Genre et violence dans l'ère post-coloniale », séance « L'emploi des Saoudiennes dans le secteur privé et la recomposition des hiérarchies de genre et de nationalité à Riyad » avec Amélie Le Renard, docteur en science politique de l'IEP de Paris, ATER en science politique à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines CEDREF, m° Olympiades, dalle des Olympiades, bât. Montréal, entrée par le 59 rue Nationale, salle 130

15 mars - Nantes

Appel à contribution pour le colloque « L'État dans les enjeux identitaires » qui aura lieu à Nantes les 6-7 juin 2011, dans le cadre des journées scientifiques de l'Université de Nantes (à la Cité des congrès de Nantes le 6 juin et à la MSH Ange Guépin le 7). Proposition de communication (titre de l'intervention, résumé d'un paragraphe, et titres et qualités de l'auteur) à envoyer à Sophie Delion, chargée du projet DCIE (sophie.delion@univ-nantes.fr)

18 mars - Bruxelles

Colloque « Beyrouth, paradigme de la guerre civile universelle latente » organisé par les Halles de Schaerbeek en collaboration avec le Département d'architecture, d'urbanisme et de planification (ASRO) de la K.U. Leuven, avec le soutien du RITS. Le colloque invite un écrivain, des architectes et urbanistes, des anthropologues et politologues de Beyrouth à approfondir les questions du langage, de la mémoire et de la création des lignes de démarcations mentales dont la production artistique, la physionomie de la ville, la répartition des quartiers et l'occupation des espaces publics portent les traces.

livre

Gilbert Achcar, *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits*, Arles, Actes Sud, 2009.

Le sous-titre de l'ouvrage de Gilbert Achcar, « La guerre israélo-arabe des récits », l'indique : les mots, lorsqu'ils servent à raconter (ou réécrire) l'Histoire, sont des armes, qui peuvent s'avérer particulièrement meurtrières lorsqu'elles sont au service de projets de société racistes, inégalitaires, réactionnaires. La question de l'attitude des Arabes vis-à-vis de la Shoah est au cœur de cette guerre des récits qui, comme toute guerre, ne va pas sans son lot de fourberies : approximations, raccourcis, généralisations abusives, citations sorties de leurs contextes, « erreurs » de traduction...

Une étude scientifique, rigoureuse et dépassionnée était nécessaire. C'est à cette tâche que Gilbert Achcar s'est attelé. *Les Arabes et la Shoah*, un titre néanmoins trompeur car sans doute trop réducteur : si le cœur de l'ouvrage est consacré au « Temps de la Shoah » (1933-1947), les « attitudes arabes envers les Juifs et la Shoah de 1948 à nos jours » sont elles aussi analysées. Qui plus est, au-delà de la question des rapports à la Shoah, c'est en fait à une topographie idéologique du monde arabe que se livre l'auteur, avec une étude minutieuse des courants de pensée qui se sont développés dans l'entre-deux-guerres, qui matricent aujourd'hui encore, dans une large mesure, les champs politiques et idéologiques arabes.

L'un des principaux écueils de tout travail de recherche sur le monde arabe est le raccourci essentialisant. Si l'on peut le penser comme un ensemble d'États et de populations que divers facteurs (culture, langue, histoire coloniale...) permettent d'appréhender de manière unifiée, il n'en demeure pas moins un ensemble complexe et pluriel.

Gilbert Achcar démontre à l'inverse, en étudiant les multiples courants idéologiques arabes, que les attitudes et les discours furent variés et conflictuels. Ce faisant, il nous invite à nous débarrasser des préjugés orientalistes sans pour autant tomber dans la complaisance ou un relativisme qui n'est en réalité que le frère jumeau de l'Orientalisme. Dans un exposé systématique des principales écoles de pensée et organisations politiques arabes de l'entre-deux guerres et de leur attitude à l'égard des Juifs, du fascisme et du nazisme, l'auteur distingue quatre grandes « familles » : les « occidentalistes libéraux », les marxistes, les nationalistes et les « panislamistes réactionnaires et/ou intégristes ». Cette typologie, à vocation heuristique, facilite la compréhension de la complexité « des » attitudes et discours arabes.

C'est parce qu'il est convaincu du poids des mots et de la profondeur des blessures que Gilbert Achcar affirme qu'il ne faut pas nier ou instrumentaliser les douleurs, passées et présentes. Dans la conclusion de son ouvrage, il invite à prendre la mesure des tragédies vécues par l'Autre. Avec un optimisme « mesuré », il indique qu'un certain nombre de signes indiquent la possibilité d'une « reconnaissance mutuelle » des tragédies. La politique actuelle du gouvernement israélien et les risques de nouveaux embrasements indiquent néanmoins que le chemin à parcourir est encore bien long. Ce livre est un outil indispensable pour tous ceux qui refusent de céder au chantage ou à la fatalité et qui restent convaincus que « là où il y a une volonté, il y a un chemin ».

Julien Salingue

**Cercle des chercheurs
sur le Moyen-Orient**

<http://cerclechercheursmoyenorient.wordpress.com>

Directeur de publication :

Sébastien Boussois

Rédactrices en chef :

Julie Chapis (julie.labas@gmail.com) & Manon Nour-Tannous (manon.nour@free.fr)



28 avril – Paris, École militaire
« Les rendez-vous de l'IRSEM "Guerres et religions" », séance « Acteurs religieux et paix au Liban » avec Aïda Kanafani-Zahar, chargée de recherche HdR (CNRS)
inscription.irsem@defense.gouv.fr

Jusqu'au 12 mai – Lyon, Maison de l'Orient méditerranéen

Cycle de conférences « Les voyages des savoirs », séance « Le Golfe et le monde arabe » : ce nouveau cycle de conférences-débats proposé par le Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (GREMMO) s'est ouvert le 7 octobre 2010 sur le thème du Golfe et de ses relations avec le reste du monde arabe et musulman ; l'équipe de recherche du GREMMO se propose ainsi de participer au débat public sur le monde arabe en invitant des personnalités à débattre avec un public le plus large possible.

Jusqu'au 31 mai- Paris, IISMM – Collège de France

Cycle de conférences « Le Golfe dans tous ses États » : c'est à un tour d'horizon des bouleversements qui agitent le Golfe que nous invite le cycle de conférences sur les États du Golfe, organisé en partenariat avec le Collège de France ; sont abordées des thématiques aussi diverses que l'islam et l'islamisme, le statut des femmes, les liens entre les pays du Golfe et le reste du monde, les musées, le marché de l'art et les medias.

